



L'économie sociale gagne du terrain là où l'Etat recule



La 4^e édition du Mois de l'économie sociale et solidaire est l'occasion pour le secteur d'interpeller les candidats à l'élection présidentielle

France Initiative, réseau d'associations présidé par Louis Schweitzer, a octroyé des prêts d'honneur à taux zéro à 16 960 entrepreneurs en 2010

Crise ou pas, alors que toute l'Europe se mobilise pour la survie de la zone euro, l'économie sociale et solidaire (ESS) – associations, coopératives, mutuelles et fondations – se porte bien. Dans l'Union européenne, elle

Dossier

emploie plus de 11 millions de salariés, soit 6% de l'emploi total, selon la Commission européenne.

En France, tandis que les chiffres du chômage sont à nouveau en hausse, l'économie sociale

continue de recruter. Caractérisée par des objectifs non lucratifs, un mode de gouvernance participatif ou la finalité sociale de ses activités, elle affiche une progression annuelle de 1,3% en termes d'emplois et de 2,8% en masse salariale en 2010. Le secteur représente 12,5% de l'emploi salarié privé en 2010, contre 12,2% un an plus tôt, et quelque 10% du PIB. Depuis 2008, ce n'est que début 2011 que l'emploi du monde associatif a marqué un premier tassement.

Le mois de novembre sera, pour la quatrième édition du Mois de l'économie sociale et solidaire,

dont *Le Monde* est partenaire, la vitrine des initiatives de ce secteur dans toute la France, d'une part pour améliorer sa notoriété auprès du grand public, mais surtout pour convaincre les dirigeants politiques, à quelques mois de la campagne présidentielle, du bien-fondé d'une réorientation l'économie.

« Je vois l'économie comme un sujet en constante accommodation au changement social, politique et institutionnel, et certainement pas comme une quête ou une expression d'une vérité inchangée », disait l'économiste John Kenneth Galbraith. C'est dans cet

esprit que les acteurs de l'économie sociale adresseront aux futurs candidats à l'élection présidentielle 2012, le 7 novembre, une douzaine de propositions concrètes pour adapter l'économie aux changements sociaux.

Mais si, au nom de la défense de l'intérêt général, pour réduire les déficits publics et répondre aux aspirations de la société civile, le futur gouvernement prenait la balle au bond et demandait à l'ESS de prendre en charge une part plus grande de l'économie, cette dernière serait-elle prête à le faire ?

« La coconstruction entre privé lucratif, public et privé non lucratif, doit avancer »

Jean-Marc Borello, délégué général et président du directoire du groupe SOS

Dans quels secteurs les entreprises sociales sont-elles les mieux à même de prendre le relais de l'Etat ?



En préalable, l'Etat doit rester le donneur d'ordres, il ne doit pas se désengager de ses responsabilités de solidarité nationale, car c'est le fondement du pacte républicain. En revanche, sur les modes d'intervention et sur les opérateurs, tout doit être remis à plat.

L'Etat n'est pas le plus efficient en matière d'aide sociale, de santé, de logement et d'accès à l'emploi. Sur les besoins fondamentaux que sont la santé, l'enfance, la dépendance, l'insertion, l'économie sociale a démontré qu'elle était d'ores et déjà capable de proposer des offres accessibles à tous. L'intervention de l'économie sociale suit désormais trois objectifs : élargir son impact dans la société, améliorer le rapport coût d'intervention-résultat et se concentrer sur l'innovation sociale

Outre la création d'emplois, de quelle manière l'économie sociale enrichit-elle la société ?

Par l'innovation sociale, justement. On ne construit plus aujourd'hui de produits, ni de services, pour un public à faibles revenus. L'entrepreneuriat social, au sens large, assume la solidarité citoyenne en continuant à mettre en place des dispositifs qui répondent à ces nouveaux besoins. C'est ce qu'on appelle l'approche « bas de pyramide »

Alors que la rigueur s'impose à tous les budgets publics, avec quels moyens innover ?

Employeur de droit privé, nous avons une maîtrise de la création de structure à moindre coût, grâce à une collaboration de longue date avec les collectivités territoriales qui nous permet, quand on crée un établissement, d'abaisser les coûts du foncier ainsi que

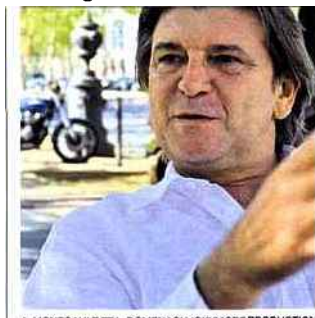
ceux de la construction – par des partenariats avec les organismes HLM. L'économie sociale est donc capable de développer ces dispositifs qui s'adressent au plus grand nombre avec moins de moyens. Pour preuve, les établissements pour personnes âgées dépendantes : alors que le privé lucratif a des places disponibles mais à un coût devenu inaccessible pour le plus grand nombre, nos établissements SOS habitat et soins sont à peine achevés que le nombre de

Parcours

2011 Jean-Marc Borello est délégué général du groupe d'économie sociale et solidaire SOS, créé en 1995, et président du Mouvement des entrepreneurs sociaux.

2010 Congrès fondateur du Mouvement des entrepreneurs sociaux.

1984 Création de l'association SOS Drogue internationale.



A. MONTGAULT ET L. DOMENACH/OXYMORE PRODUCTION

demandes dépasse largement le nombre de places disponibles. L'immense majorité des demandeurs aujourd'hui n'ont pas les moyens de payer les prix pratiqués par le secteur privé lucratif. Quant aux pouvoirs publics, l'Etat est en train de se retirer de la gestion de ce secteur. Ce n'est pas un drame s'il continue à fixer des objectifs en termes de places.

Ce qui est valable pour la dépendance se reproduit dans la

santé, avec les hôpitaux, au profit d'établissements privés lucratifs ou non lucratifs. Les collectivités territoriales ont à peu près la même pratique sur la gestion de la protection sociale. Petit à petit, la gestion d'établissement a été déléguée à des structures associatives. C'est ainsi à Paris, par exemple, où le plan d'ouverture de crèches prévoit désormais davantage de crèches associatives ou privées que publiques, car on s'est rendu compte que le milieu associatif allait beaucoup plus vite dans la mise en place de nouveaux dispositifs que le secteur public.

Crise ou pas crise, depuis plusieurs années, cette « autre économie » représente 10 % de l'emploi salarié. Mais ne s'agit-il pas du plafond de ce secteur en termes d'emploi ?

Ce plafond de verre tenait à la fois de l'atomisation du secteur et de son manque de professionnalisme. Ces dernières années, des cadres adéquats formés dans les grandes écoles ont rejoint l'économie sociale et la finance solidaire s'est développée, fournissant au secteur des instruments spécifiques qui lui manquaient. Enfin, l'entrepreneuriat social n'est pas une dynamique franco-française mais un phénomène qui s'étend avec la mondialisation. Le plafond de verre ne peut donc qu'éclater pour passer de 10 % à 20 %, voire plus à court terme.

Mais pour réaliser ce changement d'échelle, ce qui est important est de modifier le mode de fonctionnement des grandes entreprises, afin que le cœur de l'activité devienne moins excluant. L'économie sociale doit être un laboratoire en matière de gestion de ressources humaines comme en matière d'élaboration de produits aux vrais prix. Et la coconstruction entre les secteurs privé lucratif, public et privé non lucratif doit avancer. ■

Propos recueillis par
Anne Rodier